

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/206949]

28 NOVEMBRE 2013. — Décret modifiant le décret du 25 mars 2004
relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux agences de développement local (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans le décret du 25 mars 2004 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux agences de développement local modifié par le décret du 15 décembre 2005, l'article 2 est complété comme suit :

« 4° le « réseau A.D.L. » : forme organisée d'action collective, rassemblant les A.D.L. agréées en Région wallonne au travers de rencontres, de formations et d'échanges. »

Art. 2. A l'article 4 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le point 4° est remplacé par ce qui suit :

« engager, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, au moins un agent de niveau A et un agent de niveau B ou C, occupés chacun à temps plein. Cette obligation intervient dans les six mois à dater de la décision d'agrément. Les agents exécutent leurs prestations sous l'autorité de l'A.D.L. même lorsqu'il s'agit d'une mise à disposition du personnel communal affecté aux missions exercées par l'A.D.L.

Si une réduction du temps de travail est autorisée en vertu de la réglementation applicable au personnel, l'A.D.L. doit procéder au remplacement de l'agent dont le temps de travail est inférieur à un 4/5^e temps, dans les conditions prévues à l'alinéa 1^{er}.

L'A.D.L. peut introduire une demande de dérogation motivée, pour une durée inférieure ou égale à une année, auprès du Gouvernement selon les modalités qu'il détermine. »;

2° au point 6°, les mots « un rapport annuel sur les projets et les actions concrètes relatifs à l'année écoulée, sur la base d'une méthodologie déterminée par le Gouvernement » sont remplacés par les mots : « un rapport annuel d'activités dont le Gouvernement précise le contenu, ainsi que les comptes annuels au plus tard dans les sept mois de la clôture des comptes »;

3° au point 9°, les mots « la politique de la Région » sont remplacés par les mots qui suivent : « les politiques régionales menées par le Gouvernement ».

Art. 3. Dans l'article 6 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 3, point 4, les mots « des Affaires intérieures » sont remplacés par ce qui suit : « des Pouvoirs locaux »;

2° à l'alinéa 3, point 5, les mots « de la Région wallonne » sont remplacés par les mots qui suivent : « de la Wallonie »;

3° à l'alinéa 3, le point 7 est remplacé par ce qui suit :

« 7° d'un représentant du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie »;

4° à l'alinéa 3, le point 8 est remplacé par ce qui suit :

« 8° d'un représentant du Département du Développement économique de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie »;

5° à l'alinéa 3, le point 9 est remplacé par ce qui suit :

« 9° d'un représentant du Département des Pouvoirs locaux de la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé du Service public de Wallonie »;

6° l'alinéa 4 est modifié comme suit : les mots « 5° à 9° » sont insérés entre les mots « alinéa 3 » et « ont un suppléant »;

7° à l'alinéa 7, les mots « par son suppléant qui achève son mandat » sont remplacés par les mots qui suivent : « dans les trois mois à dater de la cessation de l'exercice du mandat »;

8° l'alinéa 8 est abrogé;

9° l'alinéa 9 est remplacé comme suit :

« Le Gouvernement désigne le président et les deux vice-présidents parmi les représentants des Ministres visés à l'alinéa 3, 2° à 4°, et nomme les membres de la commission sur proposition des organisations qu'ils représentent. »;

10° l'alinéa 10 est remplacé comme suit :

« Le Gouvernement arrête les règles essentielles de fonctionnement de la commission et approuve son règlement d'ordre intérieur qui précise notamment les modalités relatives aux président et vice-présidents, à l'ordre du jour, aux quorums de présence et de vote, aux prises d'avis notamment en cas d'urgence. »

Art. 4. A l'article 7 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à la première phrase, le mot « initiale » est ajouté après les mots « une durée »;

2° à la deuxième phrase, le mot « trois » est remplacé par le mot « six »;

3° l'article 7 est complété comme suit :

« Le renouvellement d'un agrément est octroyé pour une durée de six ans. »

Art. 5. L'article 8, alinéa 1^{er}, du même décret, est remplacé comme suit :

« Le Gouvernement peut après avis de la commission suspendre ou retirer une décision d'agrément lorsque l'A.D.L. cesse de satisfaire à l'une des obligations fixées aux articles 4 ou 5, et ce, après avoir convoqué à une audition les représentants de l'A.D.L. concernée. La décision de suspension prévoit un délai de maximum six mois pour se conformer à ces obligations. Si à l'issue de ce délai, l'A.D.L. ne s'est pas conformée aux prescrits de la décision, le Gouvernement peut retirer l'agrément. ».

Art. 6. L'article 9 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En cas de suspension d'agrément visée à l'article 8, la subvention est réduite proportionnellement à la durée de la suspension et le cas échéant par agent lorsque le non-respect des obligations concerne la situation de ce dernier. »

Art. 7. L'obligation d'engagement à temps plein tel que prévue par l'article 2, 1°, du présent décret n'est pas applicable aux A.D.L. agréées avant l'entrée en vigueur du présent décret. Toutefois, lorsqu'un membre du personnel occupé à temps partiel avant l'entrée en vigueur du présent décret quitte définitivement l'A.D.L. après l'entrée en vigueur du présent décret, l'obligation d'engagement à temps plein est applicable dans le cadre du remplacement.

Art. 8. Le présent décret entre en vigueur au 1^{er} janvier 2014.

Les demandes de renouvellement d'agrément introduites après le 1^{er} mai 2013 sont instruites et soumises aux dispositions du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 28 novembre 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

(1) *Session 2013-2014.*

Documents du Parlement wallon, 877 (2013-2014). N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 27 novembre 2013.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/206949]

28. NOVEMBER 2013 — Dekret zur Änderung des Dekrets vom 25. März 2004 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an die lokalen Entwicklungsagenturen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es :

Artikel 1 - Artikel 2 des Dekrets vom 25. März 2004 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an die lokalen Entwicklungsagenturen in der durch das Dekret vom 15. Dezember 2005 geänderten Fassung wird durch Folgendes ergänzt:

"4^o das "LEA-Netz": organisierte Form des gemeinsamen Handelns, die die in der Wallonischen Region zugelassenen LEA durch Treffen, Ausbildungen und Austausch zusammenbringt."

Art. 2 - In Artikel 4 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1^o Ziffer 4^o wird durch Folgendes ersetzt:

"mindestens einen vollzeitangestellten Bediensteten des Dienstrangs A und einen vollzeitangestellten Bediensteten des Dienstrangs B oder C nach den durch die Regierung bestimmten Modalitäten beschäftigen. Dieser Verpflichtung ist binnen sechs Monaten nach dem Zulassungsbeschluss nachzukommen. Die Bediensteten erbringen ihre Leistungen unter der Aufsicht der LEA, auch wenn es sich dabei um eine Bereitstellung des Gemeindepersonals handelt, das für die von der LEA ausgeübten Aufgaben eingesetzt wird.

Ist aufgrund der Personalvorschriften eine Arbeitszeitverkürzung erlaubt, so hat die LEA die Ersetzung aller Bediensteten, deren Arbeitszeit weniger als die einer Vier-Fünftel-Beschäftigung beträgt, unter den in Absatz 1 vorgesehenen Bedingungen vorzunehmen.

Die LEA kann bei der Regierung nach den von ihr bestimmten Modalitäten einen begründeten Abweichungsantrag für eine Dauer von höchstens einem Jahr einreichen."

2^o Unter Ziffer 6^o werden die Worte "einen jährlichen Bericht über die Projekte und konkreten Aktionen in Bezug auf das abgelaufene Jahr auf der Grundlage einer durch die Regierung bestimmten Methodologie" durch die Worte "einen jährlichen Tätigkeitsbericht, dessen Inhalt von der Regierung bestimmt wird, und spätestens sieben Monate nach dem Jahresabschluss die Jahresrechnung" ersetzt.

3^o Unter Ziffer 9^o werden die Worte "der Politik der Region" durch die Worte "den Regionalpolitiken der Regierung" ersetzt.

Art. 3 - In Artikel 6 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1^o In Absatz 3, Ziffer 4^o werden die Worte "der inneren Angelegenheiten" durch die Worte "für lokale Behörden" ersetzt.

2^o In Absatz 3, Ziffer 5^o werden die Worte "Sozialrat der Wallonischen Region" durch die Worte "Sozialrats der Wallonie" ersetzt.

3^o In Absatz 3 wird Ziffer 7^o durch Folgendes ersetzt:

"7^o einem Vertreter der Abteilung Beschäftigung und Berufsausbildung der operativen Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie".

4° In Absatz 3 wird Ziffer 8° durch Folgendes ersetzt:

„8° einem Vertreter der Abteilung wirtschaftliche Entwicklung der operativen Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie“.

5° In Absatz 3 wird Ziffer 9° durch Folgendes ersetzt:

„9° einem Vertreter der Abteilung lokale Behörden der operativen Generaldirektion lokale Behörden, soziale Maßnahmen und Gesundheit des Öffentlichen Dienstes der Wallonie“.

6° In Absatz 4 werden die Worte „, 5° bis 9°“ zwischen die Worte „Absatz 3“ und die Worte „erwähnten Vertreter“ eingefügt.

7° In Absatz 7 werden die Worte „durch seinen Stellvertreter, der sein Mandat bis zu dessen Ende ausübt,“ durch die Worte „binnen drei Monaten nach Ende der Mandatsausübung“ ersetzt.

8° Absatz 8 wird gestrichen.

9° Absatz 9 wird durch Folgendes ersetzt:

„Die Regierung bezeichnet den Vorsitzenden und die beiden stellvertretenden Vorsitzenden unter den in Absatz 3, 2° bis 4° genannten Vertretern der Minister und ernennt die Mitglieder des Ausschusses auf Vorschlag der von ihnen vertretenen Organisationen.“;

10° Absatz 10 wird durch Folgendes ersetzt:

„Die Regierung setzt die grundlegenden Regeln für die Arbeitsweise des Ausschusses fest und genehmigt dessen Geschäftsordnung, welche insbesondere die Vorgehensweise in Bezug auf den Vorsitzenden und die stellvertretenden Vorsitzenden, die Geschäftsordnung, die zur Beschlussfähigkeit und zur Abstimmung erforderlichen Mindestzahlen und die Erstellung von Gutachten- vor allem in Dringlichkeitsfällen - zu erwähnen hat.“

Art. 4 - In Artikel 7 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Im ersten Satz wird das Wort „anfänglichen“ vor die Worte „Zeitraum von drei Jahren“ hinzugefügt.

2° Im zweiten Satz wird das Wort „drei“ durch das Wort „sechs“ ersetzt.

3° Artikel 7 wird durch Folgendes ergänzt:

„Eine verlängerte Zulassung wird für eine Dauer von sechs Jahren gewährt.“

Art. 5 - Artikel 8, Absatz 1 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

„Nach Begutachtung durch den Ausschuss kann die Regierung einen Zulassungsbeschluss aussetzen oder rückgängig machen, wenn die LEA eine der in Art. 4 oder Art. 5 angeführten Verpflichtungen nicht mehr erfüllt, sofern sie die Vertreter der betroffenen LEA vorab zu einer Anhörung eingeladen hat. Der Aussetzungsbeschluss muss eine Höchstfrist von sechs Monaten vorsehen, um den Verpflichtungen wieder nachkommen zu können. Wenn die LEA die Auflagen des Beschlusses nach Ablauf dieser Frist immer noch nicht erfüllt, ist die Regierung berechtigt, die Zulassung zu entziehen.“

Art. 6 - Artikel 9 desselben Dekrets wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Im Falle einer Aussetzung der Zulassung gemäß Artikel 8 wird der Zuschuss im Verhältnis zur Aussetzungsdauer und ggf. zur Anzahl der Bediensteten gekürzt, auf deren Lage sich die Nichteinhaltung der Verpflichtungen bezieht.“

Art. 7 - Die in Artikel 2, 1° dieses Dekrets vorgesehene Verpflichtung zur Vollzeitbeschäftigung findet auf die vor Inkrafttreten dieses Dekrets zugelassenen LEA keine Anwendung. Wenn aber ein vor Inkrafttreten dieses Dekrets teilzeitbeschäftigtes Personalmitglied die LEA nach Inkrafttreten dieses Dekrets endgültig verlässt, so ist die Verpflichtung zur Vollzeitbeschäftigung im Rahmen seiner Ersetzung anwendbar.

Art. 8 - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 2014 in Kraft.

Die nach dem 1. Mai 2013 eingereichten Anträge auf Erneuerung der Zulassung unterliegen den Bestimmungen dieses Dekrets und werden gemäß Letzteren geprüft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 28. November 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

(1) Sitzung 2013-2014.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 877 (2013-2014). Nrn. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 27. November 2013.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/206949]

28 NOVEMBER 2013. — Decreet tot wijziging van het decreet van 25 maart 2004 betreffende de erkenning en de toekenning van subsidies aan de plaatselijke ontwikkelingsagentschappen (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In het decreet van 25 maart 2004 betreffende de erkenning en de toekenning van subsidies aan de plaatselijke ontwikkelingsagentschappen, gewijzigd bij het decreet van 15 december 2005, wordt artikel 2 aangevuld als volgt :

"4° het "netwerk van de plaatselijke ontwikkelingsagentschappen" : georganiseerde vorm van collectieve actie die de plaatselijke ontwikkelingsagentschappen erkend in het Waalse Gewest via ontmoetingen, opleidingen en uitwisselingen verenigt."

Art. 2. In artikel 4 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 4° wordt vervangen als volgt :

"volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten, minstens één personeelslid van niveau A en één personeelslid van niveau B of C voltijds te werk te stellen. Deze verplichting wordt binnen zes maanden na de erkenningsbeslissing uitgevoerd. De personeelsleden voeren hun prestaties uit onder het gezag van het plaatselijke ontwikkelingsagentschap, zelfs wanneer het gaat om een terbeschikkingstelling van het gemeentelijk personeel dat belast is met de door het plaatselijke ontwikkelingsagentschap uitgevoerde opdrachten.

Indien een arbeidsduurvermindering toegelaten wordt krachtens de op het personeel van toepasselijke regelgeving, moet het plaatselijke ontwikkelingsagentschap het personeelslid dat een lagere arbeidsduur dan 4/5e heeft, onder de in het eerste lid bedoelde voorwaarden vervangen.

Het plaatselijke ontwikkelingsagentschap kan een met redenen omklede afwijkingaanvraag voor een duur kleiner dan of gelijk aan één jaar bij de Regering indienen volgens de door haar bepaalde modaliteiten."

2° in punt 6° worden de woorden "een jaarverslag over te maken over de concrete projecten en acties betreffende het afgelopen jaar voor te leggen, opgesteld op grond van een door de regering bepaalde methode" vervangen door de woorden : "een jaarlijks activiteitenverslag waarvan de Regering de inhoud bepaalt, alsmede de jaarrekeningen over te maken uiterlijk binnen zeven maanden na afsluiting van de jaarrekeningen";

3° in punt 9° worden de woorden "het gewestelijk beleid" vervangen door de volgende woorden : "de door de Regering gevoerde gewestelijke beleidsacties".

Art. 3. In artikel 6 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het derde lid, punt 4, worden de woorden "van Binnenlandse Aangelegenheden" vervangen door de woorden : "van Plaatselijke Besturen";

2° in het derde lid, punt 5, worden de woorden "Conseil économique et social de la Région Wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest)" vervangen door de woorden : "Conseil économique et social de la Wallonie" (Sociaal-Economische Raad van Wallonië)

3° in het derde lid wordt punt 7 vervangen als volgt :

"7° één vertegenwoordiger van het Departement Werk en Beroepsopleiding van het Operationeel directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst";

4° in het derde lid wordt punt 8 vervangen als volgt :

"één vertegenwoordiger van het Departement Economische Ontwikkeling van het Operationeel directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst";

5° in het derde lid wordt punt 9 vervangen als volgt :

"9° één vertegenwoordiger van het Departement Plaatselijke Besturen van het Operationeel Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid van de Waalse Overheidsdienst";

6° het vierde lid wordt gewijzigd als volgt : de woorden "5° tot 9°" worden ingevoegd tussen de woorden "het derde lid" en de woorden "hebben een plaatsvervanger";

7° in het zevende lid worden de woorden "door zijn plaatsvervanger, die het mandaat voltooit" vervangen door de volgende woorden : "binnen drie maanden na de onderbreking van de uitoefening van het mandaat";

8° het achtste lid wordt opgeheven;

9° het negende lid wordt vervangen als volgt :

"De Regering wijst de voorzitter en de twee ondervoorzitters onder de vertegenwoordigers van de Ministers bedoeld in het derde lid, 2° tot 4° aan en benoemt de commissieleden op de voordracht van de organisaties die ze vertegenwoordigen."

10° het tiende lid wordt vervangen als volgt :

"De Regering stelt de wezenlijke werkingsregels van de commissie vast en keurt haar huishoudelijk reglement goed dat met name de modaliteiten betreffende de voorzitter en ondervoorzitters, de dagagenda, de aanwezigheids- en stemquorums, de adviesvragen met name in geval in dringende noodzakelijkheid bepaalt."

Art. 4. In artikel 7 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de eerste zin wordt het woord "oorspronkelijke" toegevoegd vóór de woorden "een periode";

2° in de tweede zin wordt het cijfer "drie" vervangen door het cijfer "zes";

3° artikel 7 wordt aangevuld als volgt :

"De verlenging van een erkenning wordt voor een periode van zes jaar toegekend."

Art. 5. Artikel 8, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“De Regering kan na advies van de Commissie een erkenningsbeslissing opschorten of intrekken indien het plaatselijke ontwikkelingsagentschap ophoudt te voldoen aan één van de voorwaarden vastgesteld in de artikelen 4 of 5, en dit, nadat ze de vertegenwoordigers van het betrokken plaatselijke ontwikkelingsagentschap voor een verhoor heeft opgeroepen. De opschortingsbeslissing voorziet in een maximale termijn van zes maanden om zich aan die verplichtingen aan te passen. Indien het plaatselijke ontwikkelingsagentschap aan het einde van die termijn zich niet heeft aangepast aan de voorschriften van de beslissing, kan de Regering de erkenning opschorten.”

Art. 6. Artikel 9 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“In geval van erkenningsopschorting bedoeld in artikel 8 wordt de toelage verhoudingsgewijs aan de duur van de opschorting en, in voorkomend geval, per personeelslid verminderd, wanneer de niet-naleving van de verplichtingen de toestand van laatstgenoemde betreft.”

Art. 7. De verplichting tot voltijdse indienstneming zoals bepaald in artikel 2, 1^o, van dit decreet, is niet van toepassing op de vóór de inwerkingtreding van dit decreet erkende plaatselijke ontwikkelingsagentschappen. Wanneer een vóór de inwerkingtreding van dit decreet deeltijds tewerkgesteld personeelslid het plaatselijke ontwikkelingsagentschap na de inwerkingtreding van dit decreet definitief verlaat, is de verplichting tot voltijdse indienstneming in het kader van de vervanging van toepassing.

Art. 8. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2014.

De aanvragen om verlenging van de erkenning ingediend na 1 mei 2013 worden behandeld en onderworpen aan de bepalingen van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 28 november 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

(1) Zitting 2013-2014.

Stukken van het Waals Parlement, 877 (2013-2014). Nrs. 1 tot 3

Volledig openbaar verslag, plenaire vergadering van 27 november 2013.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/206976]

28 NOVEMBRE 2013. — Décret portant des mesures diverses en matière de fiscalité des véhicules, de jeux et paris et d'appareils automatiques de divertissement (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Titre 1^{er}. — Modification de la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles le 9 février 1994, entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du grand-duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et instaurant une Eurovignette, conformément à la Directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993

Article 1^{er}. Dans l'article 2, alinéa 2, de la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles le 9 février 1994, entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du grand-duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et instaurant une Eurovignette, conformément à la Directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993, les mots « articles 2 » sont remplacés par les mots « articles 2^{ter} ».

Art. 2. Dans le Chapitre II - Eurovignette de la même loi, il est inséré un article 2^{ter}, rédigé comme suit :

« Art. 2^{ter}. Le service désigné par le Gouvernement est autorisé à percevoir et à recouvrer les droits ouverts relatifs à l'eurovignette, pour lesquels le receveur fédéral a émis une contrainte. ».